



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/143 du 7 décembre 2022
imposant des prescriptions complémentaires à la société CARRIÈRES DE SOUPPES
pour la carrière de pierres de taille et matériaux calcaires située
sur le territoire des communes de Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté interministériel en date du 8 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 M 019 du 10 mai 2004 autorisant la société LA PIERRE DE SOUPPES à exploiter une carrière de pierres de taille et de matériaux calcaires et une installation mobile de concassage de matériaux calcaires sur le territoire des communes de Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013/DRIEE/UT77/112 du 17 septembre 2013 autorisant la société LA PIERRE DE FRANCE à se substituer à la société LA PIERRE DE SOUPPES pour exploiter une carrière de pierres calcaires sur le territoire des communes de Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/DRIEE/UT77/054 du 22 décembre 2014 autorisant la société CARRIÈRES DE SOUPPES à se substituer à la société LA PIERRE DE FRANCE pour exploiter une carrière de pierres calcaires sur le territoire des communes de Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020 DRIEE UD77 068 du 2 novembre 2020 imposant des prescriptions complémentaires à la société CARRIÈRES DE SOUPPES pour la carrière de pierres dimensionnelles située sur le territoire des communes de Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22/BC/063 du 20 juillet 2022 donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n° DRIEAT-IDF-2022-1012 du 28 octobre 2022 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature ;

VU le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé le 7 mai 2014 ;

VU le dossier de porter à connaissance adressé le 16 septembre 2022 par la société CARRIÈRES DE SOUPPES concernant une demande de modification du phasage de remblaiement avec apport de matériaux extérieurs inertes de la carrière située sur le territoire des communes de Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 7 novembre 2022 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 16 novembre 2022 à la connaissance du pétitionnaire ;

VU l'absence d'observation formulée le 1^{er} décembre 2022 par le pétitionnaire sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les matériaux d'origine extérieure utilisés pour le remblayage sont en partie constitués de déchets d'extraction inertes externes à l'exploitation de la carrière et doivent par conséquent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la modification demandée consiste à inverser le sens de progression du remblayage de la partie de la carrière nommée « carrière des Fours » avec des apports extérieurs de matériaux inertes et à créer une voie privée pour accéder à la zone de remblaiement ;

CONSIDÉRANT que les montants de référence des garanties financières doivent être modifiés pour prendre en compte la modification des modalités d'exploitation et de remise en état de la carrière ;

CONSIDÉRANT que la modification demandée est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et ne nécessite pas une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 du même code ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du même code ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société CARRIÈRES DE SOUPPES, dont le siège social est situé hameau Le Coqueluchon 77460 Souppes-sur-Loing, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de pierres de taille et de matériaux calcaires située sur le territoire des communes de Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 M 019 du 10 mai 2004, modifiées et complétées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2020 DRIEE UD77 068 du 2 novembre 2020 et celles du présent arrêté.

Article 2 : Plan de remise en état

Le plan de phasage de remblayage de la partie de la carrière nommée « carrière des Fours », mentionné à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n° 2020 DRIEE UD77 068 du 2 novembre 2020 et joint en annexe de cet arrêté, est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté.

Article 3 : Garanties financières

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un document attestant la constitution de garanties financières dont le montant de référence pour la période quinquennale en cours est précisé ci-après et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par arrêté ministériel.

Les articles du chapitre V de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 M 019 du 10 mai 2004, modifiés successivement par les arrêtés préfectoraux n° 2014/DRIEE/UT77/054 du 22 décembre 2014 et n° 2020 DRIEE UD77 068 du 2 novembre 2020, sont remplacés, pour ce qui concerne les périodes quinquennales en cours et à venir, par :

« Article V-1 : Montants de référence des garanties financières

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Pour chacune des périodes, le montant de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :

Périodes	S1 (en ha)	S2 (en ha)	S3 (en ha)	Montant de référence C _R (en euros TTC)
4 jusqu'au 10/05/2024	2,35	4	0,67	266 009
5 du 10/05/2024 au 10/05/2029	0,65	1,17	0,15	75 836
6 du 10/05/2029 au 10/05/2034	0,69	1,31	0,12	82 934

La formule de calcul utilisée est la formule n° 2 pour les « carrières en fosse ou à flanc de relief » proposée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées :

$$C_R = \alpha \times (S1.C1 + S2.C2 + S3.C3)$$

avec :

- C_R : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;
- S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées

de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement ;

- S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau définitive et des surfaces remises en état ;
- S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état ;
- Coûts unitaires (TTC) :
 - C1 : 15 555 €/ha ;
 - C2 : 36 290 €/ha pour les 5 premiers hectares, puis 29 625 €/ha pour les 5 suivants et 22 220 €/ha au-delà ;
 - C3 : 17 775 €/ha ;

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times \frac{(1 + \text{TVA}_R)}{1 + \text{TVA}_0} = 1,37295$$

avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 de juillet 2022 = 129,1 x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 843,6 ;
- Index₀ : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;
- TVA_R : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
- TVA₀ : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés dans le tableau ci-dessus.

Article V-2 : Constitution des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article V-3 : Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance des garanties financières, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susmentionné.

Article V-4 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susmentionné, et atteste de cette actualisation auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, et ce dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_R \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_R} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{1 + \text{TVA}_R}$$

avec :

- C_R : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau de l'article V-1 du présent arrêté ;
- C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice de juillet 2022 = $129,1 \times 6,5345$ (coefficient de raccordement) = 843,6 ;
- TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement du présent arrêté, soit 0,20.

Les indices TP01 sont consultables sur le site Internet de l'Insee.

Article V-5 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article V-6 : Absence de garanties financières

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II du même article L.171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de la carrière et des installations, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de cette suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article V-7 : Appel aux garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable.

Article V-8 : Document à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1 un plan topographique de la carrière indiquant les valeurs maximales des surfaces S1, S2 et S3 de l'année N et le périmètre précis de chacune des surfaces. »

Article 4 : Documents à transmettre

Dans le tableau du chapitre VI de l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 M 019 du 10 mai 2004, qui récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, les indications concernant le suivi des garanties financières sont remplacées par article « V-8 » et échéance « 1^{er} mars année n+1 ».

Article 5 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 7 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait de cet arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 8 : Information des tiers

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<https://www.seine-et-marne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Notification et exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le sous-préfet de Fontainebleau,
- le maire de Souppes-sur-Loing,
- le maire de Bagneaux-sur-Loing,
- la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,
- la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 7 décembre 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
L'adjointe à la Cheffe de l'unité départementale
de Seine-et-Marne



Kim LOISELEUR

Destinataires d'une copie :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE) ;
- Monsieur le Sous-préfet de Fontainebleau ;
- Messieurs les Maires des communes de Souppes-sur-Loing et Bagnaux-sur-Loing ;
- Monsieur le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne (DDT/SEPR) ;
- Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS) de Seine-et-Marne ;
- Madame la Déléguée départementale de l'Agence régionale de santé (ARS) de Seine-et-Marne.

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

**Plan de phasage de remblayage de la « carrière des Fours »
annexé à l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/143 du 7 décembre 2022**

